



Loi de Programmation Militaire 2014-2019

Première partie

TLS-SEC – 2019-2020



SOMMAIRE

| | | |
|---|--|----|
| • | Logistique | 3 |
| • | Introduction à la LPM | 13 |
| • | Mise en œuvre | 28 |
| • | Les règles | 33 |
| • | Piloter la gouvernance de la cybersécurité | 36 |
| • | Maîtriser les risques | 40 |

AVERTISSEMENT

Le contenu et les opinions exprimés dans ce support et lors de cette présentation sont sous mon entière responsabilité et n'engage donc que moi. Même s'ils font beaucoup référence à mon employeur actuel, les retours sont basés sur toutes mes expériences.

Logistique du cours

❖ Deux séances

❖ 25/11/2019 – 14h-15h45

❖ 09/12/2018 – 14h-15h45

❖ Support distribué a format électronique

❖ Evaluation

❖ QCM

❖ Contact

❖ Julien.airaud@cnes.fr – 05 61 28 75 94

MIT Technology Review

VOL. 10 NO. 6 | \$5.00 US

COMPUTING
FINALLY
ARRIVED?

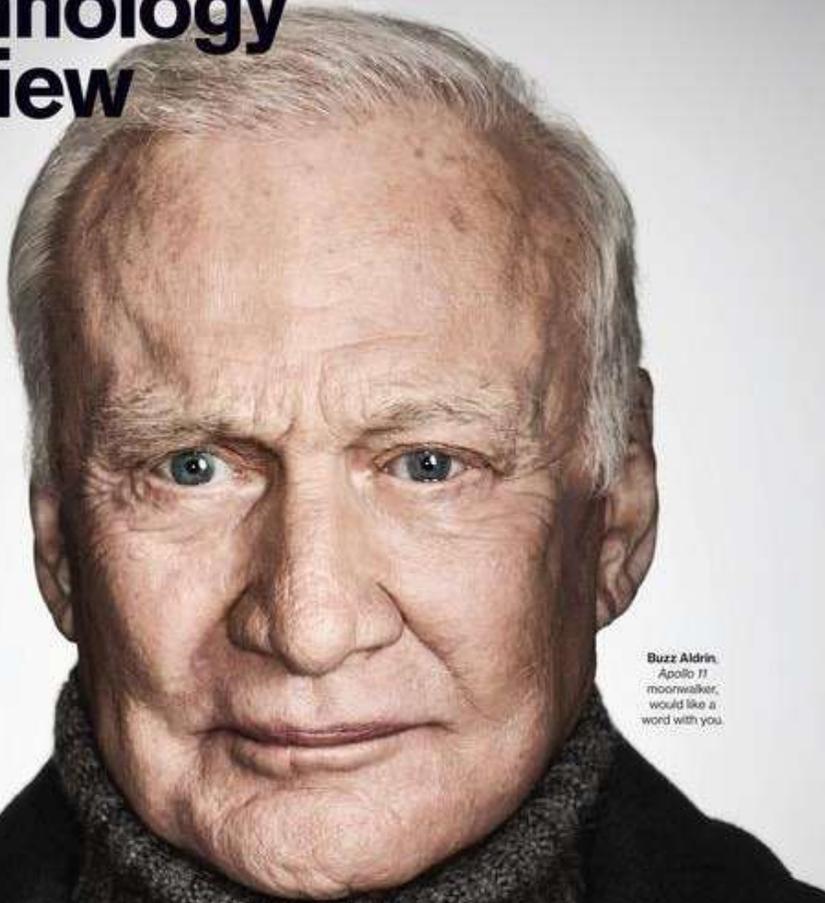
Upfront p24

TOMORROW'S
STARTUPS WILL
BE FUNDED

Business Report p75

TRANSFORMS
MUSIC, ART,
AND PROSE

Reviews p87



Buzz Aldrin
Apollo 11
moonwalker,
would like a
word with you.

**You Promised Me Mars Colonies.
Instead, I Got Facebook.**

We've stopped solving big problems.
Meet the technologists who refuse to give up. p26

Attentes ?



Intervenant



Julien Airaud
Responsable du
programme Cybersécurité
julien.airaud@cnes.fr
+33 5 61 28 75 94



ISO27001 Lead Implementer (by LSTI)

ISO27005 Risk Manager (by LSTI)

Membre de l'IAC et du CCSDS SEA-SEC Working Group

Animateur du COMET-CYB (<https://www.comet-cnes.fr/cyb>)

Parcours



Ingénieur SSI en cyber assurance



Architecte Réseaux Systèmes et Sécurité



Responsable des infrastructures EMEAR



Adjoint SSI au Directeur du Centres Spatial de Toulouse
Responsable des systèmes SSI CNES



Présentation du CNES



Agence de programmes et centre d'excellence technique

Créé en 1961, le CNES est un établissement public à caractère industriel et commercial

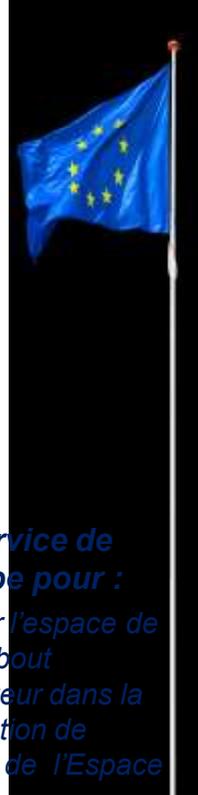
- ❖ Il propose au gouvernement la politique spatiale française et la met en œuvre au sein de l'Europe, dans un cadre international
- ❖ C'est un architecte système chargé d'innover et de concevoir les nouveaux systèmes spatiaux.

Le CNES a pour mission d'apporter une vision d'ensemble des solutions spatiales grâce à sa compétence système et à sa capacité d'innovation. Il est :

- ❖ à l'écoute des utilisateurs et de leurs besoins.
- ❖ au carrefour des laboratoires scientifiques/technologiques, des entreprises industrielles et de services.
- ❖ au service des besoins institutionnels et commerciaux en stimulant la recherche et l'innovation scientifique, technologique et industrielle et en soutenant la compétitivité des entreprises.

Le CNES développe de nombreuses coopérations le mettant au contact des meilleures compétences mondiales et contribuant à la politique étrangère de la France. Il participe ainsi à des projets d'envergure :

- ❖ dans le cadre de projets développés avec l'ESA et les pays européens : lanceurs, programmes Cosmic Vision et Earth Explorer de l'ESA, Copernicus de la Commission européenne ...
- ❖ avec les acteurs majeurs du spatial : Etats-Unis, Inde, Russie, Japon, Chine...
- ❖ au travers de coopérations ciblées avec de nombreux partenaires : Israël, Mexique, Corée, Emirats arabes unis...



Au service de l'Europe pour :

- ❖ *Maîtriser l'espace de bout en bout*
- ❖ *Etre moteur dans la construction de l'Europe de l'Espace*

2,4
Mds €
budget

2^e
budget
mondial/hab

80%
revient à
l'industrie

PARIS (Les Halles) - 190 P

Siège du CNES

- Stratégie,
- Relations internationales,
- Adm



PARIS (Daumesnil) - 210 P

Lanceurs

Etude, conception, développement des systèmes de lancement (Ariane, Soyouz, Vega,)
Préparation du futur



TOULOUSE - 1720 P

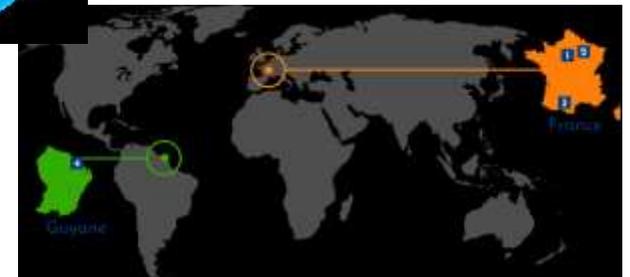
Centre Spatial de Toulouse

- Etude, conception, développement et contrôle des systèmes orbitaux
- Numérique et exploitation des données
- Préparation du futur
- Aire-sur-l'Adour : centre d'opération de ballons

GUYANE - 280 P

Centre Spatial Guyanais

- Ariane
- Soyouz
- Vega



4 centres
2,400
salariés

5 grands domaines d'intervention

ARIANE

Autonomie d'accès à l'espace est un enjeu de souveraineté garanti par la gamme des lanceurs européens.

SCIENCES

L'exploration et l'utilisation de l'espace s'appuient sur des développements technologiques d'envergure pour tenter de répondre aux questions fondamentales de l'humanité sur l'origine du système solaire, des galaxies et de la vie.

OBSERVATION

La planète Terre vit sous le regard constant des satellites qui l'observent, étudient ses caractéristiques physiques, son atmosphère, ses océans, ses terres émergées et fournissent des mesures indispensables pour la météorologie, l'océanographie, l'étude du changement climatique, l'aménagement du territoire.

TELECOMMUNICATIONS

Les satellites jouent un rôle irremplaçable pour les télécommunications à haut débit, la localisation, la collecte de données environnementales, la recherche et le sauvetage.

DEFENSE

L'observation à très haute résolution, l'écoute, les télécommunications hautement sécurisées, la surveillance de l'espace contribuent à la paix et à la sécurité des citoyens.



3 enjeux structurants

INNOVATION

Novateur et visionnaire de naissance, le CNES travaille à des projets spatiaux qui améliorent la vie des citoyens, répondant ainsi à des enjeux économiques et sociétaux.



CLIMAT

Si l'on veut comprendre, atténuer le changement climatique et s'y adapter, toutes les nations doivent se mobiliser ensemble et maintenant. 195 pays ont signé en décembre 2018 l'accord de Paris sur le climat dont le volet spatial a été impulsé par le CNES, car seuls les satellites peuvent nous permettre d'étudier le climat à l'échelle globale.



EXPLORATION

L'essor des applications spatiales et la diminution du coût des satellites et des lancements ouvrent de nouvelles possibilités à l'exploration spatiale. Les équipes du CNES s'investissent dans les missions les plus ambitieuses, de celles qui ne peuvent voir le jour qu'en coopération internationale.





Introduction

Contexte

La dépendance de la société vis à vis des systèmes d'information est maintenant totale.

Face à l'augmentation en nombre et en complexité des attaques, les états et institutions réagissent pour se protéger, en conséquence, la réglementation s'étoffe:



- ❖ Dispositif de protection du potentiel scientifique et technique (PPST) du 2 novembre 2011
- ❖ Loi de Programmation Militaire (LPM) du 18 décembre 2013
- ❖ Instruction générale interministérielle 901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles du 28 janvier 2015
- ❖ Directive européenne Network and Information Security (NIS) du 6 juillet 2016.



Organisation du dispositif



Premier ministre



Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale



Coordination interministérielle en matière de défense et de sécurité nationale



Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information



Autorité nationale en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information

Un premier cadre de la LPM

SAIV

- Activités de production, distribution de biens ou de services **indispensables** à l'exercice de l'autorité de l'Etat, au fonctionnement de l'économie, au maintien du potentiel de défense ou à la sécurité de la Nation, certaines activités sont considérées comme « d'importance vitale ».
- 12 secteurs définis par arrêté, chacun rattaché à un ministère coordonnateur.

OIV

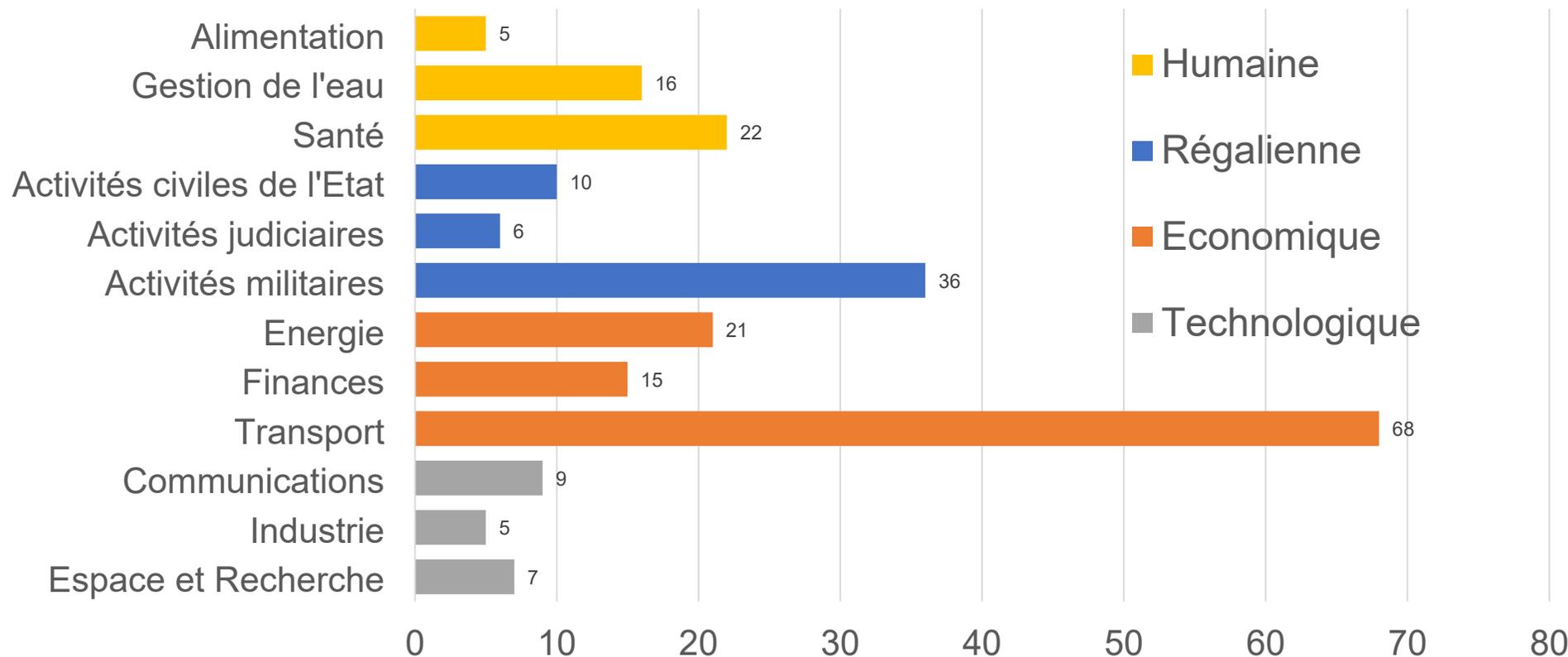
- Les opérateurs d'importance vitale sont désignés par le ministre coordonnateur du secteur qui les sélectionne parmi ceux qui exploitent ou utilisent des installations indispensables à la vie de la Nation. Les critères de choix et les objectifs de sécurité recherchés sont fixés par le ministère coordonnateur.

Les SAIV - Panorama

| | |
|--|---|
| <p>HUMAINE</p> <p>Alimentation Gestion de l'eau Santé</p> |  |
| <p>REGALIEENNE</p> <p>Activités civiles de l'Etat Activités judiciaires Activités militaires de l'Etat</p> |  |
| <p>ECONOMIQUE</p> <p>Energie Finances Transports</p> |  |
| <p>TECHNOLOGIQUE</p> <p>Communications électroniques, audiovisuel et information Industrie Espace et recherche</p> |  |

Source infographie (SGDSN - 2016) : <http://www.sgdsn.gov.fr/uploads/2016/10/plaquette-saiv.pdf>

Les SAIV – Volumes (2016)



Source données (SGDSN - 2016) : <http://www.sgdsn.gov.fr/uploads/2016/10/plaquette-saiv.pdf>

Calendrier

Juin 2006

Juin 2008

Juillet 2009

Avril 2013

Décembre 2013

Mars 2015

07/2016 →

Définition
des SAIV

Livre Blanc
Défense et
Sécurité
Nationale

Création de
l'ANSSI

Livre Blanc
Défense et
Sécurité
Nationale

Article 22
de la loi
n°2013-
1168
(codifié
dans les
articles
L.1332-6-1
à L. 1332-6-
6 du code
de la
défense)

Décret sur
les
prestataires
de
confiance

Publication
des arrêtés
sectoriels

Introduction à la Loi de Programmation Militaire

Utilisées depuis 1960, les LPM permettent de planifier les dépenses militaires sur plusieurs années dans un cadre budgétaire annualisé.

La loi n°2013-1168 du 18 décembre 2013 comporte deux séries de dispositions:

- ❖ **Programmatiques** pour les années 2014 à 2019.
- ❖ **Normatives** : elle prend diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale, dont la cyberdéfense des OIV.
- ❖ Elle fait suite aux préconisations du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013
 - Commandé par le Président de la République en 2012, il fixe la stratégie française de défense et de sécurité nationale.

LPM - Chapitre IV (1/2)

Ce chapitre crée ou met à jour des articles du code de la défense.

Article 21 :

- ❖ Confère au Premier Ministre la définition de la politique et la coordination de l'action gouvernementale par sa disposition de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.
- ❖ Il spécifie également une capacité de caractérisation des attaques et de neutralisation des effets par l'accès aux systèmes d'information à l'origine de ces attaques.



LPM - Chapitre IV (2/2)

Article 22 :

- ❖ Le PM définit les règles de sécurité nécessaires à la protection des systèmes d'information des Opérateurs d'Importance Vitale et des opérateurs qui participent à ces systèmes. Introduction des systèmes de détection qualifiés.
- ❖ Les OIV doivent informer sans délai le PM des incidents affectant leurs systèmes.
- ❖ Les OIV doivent se soumettre à des contrôles réalisés par l'ANSSI, des services de l'Etat ou par des prestataires qualifiés.
- ❖ En cas de crise, le PM peut décider de mesures à mettre en œuvre par les OIV
- ❖ Définit des sanctions pénales pour les dirigeants des opérateurs (150 000 €) comme les personnes morales responsables (750 000 €) en cas d'omission de protection ou de maintien de protection.

Un cadre de la LPM complété

SAIV

- Activités de production, distribution de biens ou de services **indispensables** à l'exercice de l'autorité de l'Etat, au fonctionnement de l'économie, au maintien du potentiel de défense ou à la sécurité de la Nation, certaines activités sont considérées comme « d'importance vitale ».
- 12 secteurs définis par arrêté, chacun rattaché à un ministère coordonnateur.

OIV

- Les opérateurs d'importance vitale sont désignés par le ministre coordonnateur du secteur qui les sélectionne parmi ceux qui exploitent ou utilisent des installations indispensables à la vie de la Nation. Les critères de choix et les objectifs de sécurité recherchés sont fixés par le ministère coordonnateur.

SIIV

- Systèmes pour l'atteinte à la sécurité ou au fonctionnement risquerait de diminuer d'une façon importante le potentiel de guerre ou économique, la sécurité ou la capacité de survie de la Nation ou pourrait présenter un danger grave pour la population.
- Acteurs : OIV et Opérateurs publics ou privés qui participent à ces systèmes.

Les principes de la protection des SIIV

Focalisation sur les SIIV des OIV mais aussi sur l'écosystème (prestataires et produits qualifiés, sous-traitants).



Chaque SAIV fait l'objet d'un arrêté qui fixe pour le secteur:

- ❖ Les règles de sécurité (Annexe 1) et les délais de mise en œuvre (Annexe 2)
- ❖ Les modalités de déclaration des SIIV (Annexe 3)
- ❖ Les modalités de déclaration des incidents de sécurité (Annexe 4)

Quelques remarques sur la loi 2014-2019

La LPM a une approche à plusieurs facettes

- ❖ Initiative unique en Europe, le dispositif LPM a été élargi par la déclinaison nationale de la Directive NIS à partir de mai 2018.
- ❖ Approche de mise conformité dans laquelle l'importance de l'analyse de risques (au juste besoin) est toute relative (un livrable pour l'homologation).
- ❖ Protection axée sur la Disponibilité et l'Intégrité bien plus évident que pour la Confidentialité.

Impacts non négligeables pour les OIV

- ❖ Mise en conformité à leur frais,
- ❖ Nouvelle approche (conformité vs. gestion de risques) et en cumul avec d'autres réglementations,
- ❖ Pas de dérogation,
- ❖ Calendrier difficile à maîtriser jusqu'à l'homologation.

La Directive NIS

« La directive Network and Information System Security (NIS) poursuit un objectif majeur : assurer un niveau de sécurité élevé et commun pour les réseaux et les systèmes d'information de l'Union européenne. Elle a été adoptée par les institutions européennes le 6 juillet 2016. Vote de l'Assemblée Nationale et application en France à partir de mai 2018. »

Source : site ANSSI

Les objectifs sont :

- ❖ Le renforcement des capacités nationales de cybersécurité (autorités nationales, Computer Security Incident Response Team - CSIRT - et stratégie nationale)
- ❖ Etablit un cadre de coopération volontaire entre Etats membres de l'UE.
- ❖ Renforcement de la cybersécurité des « Opérateurs de Service Essentiels » au fonctionnement de l'économie et de la société.
 - Cette notion étend la définition des OIV qui ne visait que le fonctionnement de la Nation.
- ❖ Instauration de règles européennes communes en matière de cybersécurité des prestataires de services numériques, notamment l'obligation de déclaration des incidents de sécurité.

LPM 2019 - 2025

Loi n°2018-607 Promulguée par P 13/07/2018

Objectifs de l'article 34:

- ❖ Renforcement des capacités de détection des attaques informatiques susceptibles d'affecter la sécurité des systèmes d'information de l'Etat, des autorités publiques et d'opérateurs publics et privés.
- ❖ Focalisation sur les Opérateurs de Communications Electroniques (OCE) et les hébergeurs.
 - Les OCE mettent en place des systèmes de détections
 - Lien direct entre ANSSI et OCE pour les attaques visant les OIV, les OSE ou les autorités publiques.
 - L'ANSSI peut déployer des dispositifs chez les OCE comme les hébergeurs.



La mise en œuvre

Processus



Identification et déclaration des SIIV

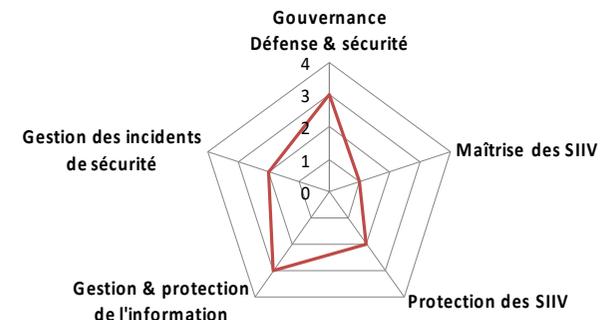
Réalisation des analyses d'impact des Systèmes d'Information (SI) de l'opérateur sur ses missions essentielles en cas de défaillance de sécurité (disponibilité intégrité et éventuellement confidentialité)

1. Il convient dans un premier temps de se référer à la Directive Nationale de Sécurité pour identifier les missions essentielles (ou vitales) à protéger.
 - ❖ Attention à la divergence entre les intérêts de l'Etat et ceux de l'entreprise : il faut impliquer les métiers mais bien cadrer les discussions.
 - ❖ Ces identifications permettent d'identifier une première liste de systèmes à partir de critères d'inclusion ou d'exclusion qu'il faut justifier.
2. Chaque système est analysé individuellement
 - ❖ Etude des impacts des atteintes en disponibilité et intégrité du SI isolé de son environnement. Contrairement à l'analyse de risques, la probabilité ne rentre pas en compte.
 - ❖ Etude des redondances indépendantes ou mesures palliatives qui permettraient d'annuler ces impacts.
 - ❖ Définir le système ou l'ensemble de sous-systèmes à déclarer et donc à mettre en conformité.
3. La pré-sélection des SI doit être confrontées et amendées à l'aide des types définis l'Annexe 3 de l'arrêté du SAIV de l'OIV (document Diffusion Restreinte).
 - ❖ Exemple : centre de contrôles, réseau de communication, système de contrôle commande industriel (SCADA), systèmes classifiés, systèmes de contrôles d'accès physique.
 - ❖ Si pour une catégorie, un OIV ne retient pas un système, il doit le justifier.

Analyse de la conformité du SIIV

Toujours avec les responsables du systèmes:

- ❖ Identifier les règles applicables au périmètre étudié :
 - Règles de niveau opérateur.
 - Règles de niveau système.
- ❖ Etudier le niveau de conformité ou de maturité par rapport aux référentiels constitués des règles de l'arrêté et de l'intégration des autres guides ou standards applicables.
- ❖ Identifier les priorités (Valeur/Effort)
- ❖ Etablir les mesures correctrices selon plusieurs axes
 - L'axe conformité → Un système ne peut être homologué que si toute les règles sont applicables.
 - L'axe temps → fonction des échéances applicables règle par règle.
- ❖ Etablir un plan de mise en conformité (transformation) par regroupement si possible.



Le plan ou projet de transformation

C'est un projet d'entreprise, pas uniquement du domaine de la SSI

- ❖ Le budget pluriannuel peut être conséquent, en investissement et en fonctionnement.
- ❖ Planning : Il est nécessaire de paralléliser les efforts, par règle, par système.
- ❖ De nombreux acteurs complémentaires sont impliqués
 - Dirigeants, Sûreté et Protection, RSSI, SSI, DSI, Métiers, etc.
- ❖ Il faut donc trouver des synergies entre les mesures de sécurité, regrouper les efforts entre SIIV (si possible).
- ❖ Etre concret le plus vite possible
 - Audit LPM
 - Utiliser un SSI pilote
 - Tester les solutions qualifiées le plus tôt possible.



Les règles

Organisation de l'Annexe 1

Etablies en concertation avec les OIV, les règles ont été publiées par les arrêtés sectoriels du 1/07/2016 au 1/10/2017 :

- ❖ Il existe très peu de variantes d'un secteur à l'autre.
- ❖ Les 20 règles rassemblent des bonnes pratiques en général, elles rendent cependant obligatoire les prestations ou produits qualifiés et font référence aux guides ANSSI (« bonnes pratiques »).
- ❖ Avec la publication des arrêtés démarrent les délais de mise en conformité
 - Application immédiate de l'obligation de déclaration
 - 3 mois pour déclarer les SIIV à l'ANSSI et déclarer un contact opérationnel à l'ANSSI
 - De 12 à 36 mois en fonction des règles et des secteurs

Les règles

5 thématiques:

- ❖ Piloter la gouvernance de la cybersécurité
- ❖ Maîtriser les risques
- ❖ Maîtriser ses systèmes d'information
- ❖ Gérer les incidents de cybersécurité
- ❖ Protéger les systèmes

20 Règles

+ Référentiels ANSSI :

- ❖ PASSI, PDIS, PRIS

+ Guides et méthodes ANSSI :

- ❖ Bonnes pratiques
- ❖ Méthode d'analyse de risques EBIOS

+ Instructions Interministérielles :

- ❖ II 901 sur la protection des SI sensibles
- ❖ IGI 1300 Protection du secret de la défense nationale



PILOTER LA GOUVERNANCE DE LA CYBERSÉCURITÉ

Piloter la gouvernance

PSSI (R1)

La PSSI doit intégrer les particularités liés aux OIV. Elle doit donc définir en plus:

- ❖ Les objectifs et orientations stratégiques en matière de SIIV,
- ❖ L'organisation de la gouvernance, rôles et responsabilités pour les SIIV,
- ❖ Le plan de sensibilisation de tous les salariés,
- ❖ Le plan de formation (des personnes à responsabilités particulières au sein des SIIV),
- ❖ Des procédures (...)

Elle doit être approuvée et faire l'objet d'un reporting annuel.

Au delà de la règle

Il est aussi nécessaire de revoir:

- ❖ Son référentiel SSI (directives et guides de sécurisation)
 - Sa politique d'achat SSI
 - Intégration de prestations et produits qualifiés
 - Article 3-7 du code des Marchés Publics
 - Utilisation du guide de l'ANSSI
- ❖ Ses processus d'intégration de la SSI dans les projets
 - Pour établir et suivre les nouvelles règles et processus générés.



Indicateurs

La règle n°20 définit des indicateurs à évaluer pour chaque SIIV et à communiquer à l'ANSSI une fois par an.

Indicateurs de MCS

- Suivi de systèmes en version non supportée ou non mis à jour ou corrigés depuis au moins 15 jours à compter de la disponibilité des patches
- ❖ Droits d'accès et authentification :
 - Usage des comptes partagés ou privilégiés
 - Pourcentage de compte sans possibilité de changement des secrets d'authentification
- ❖ Administration des ressources
 - Usage de comptes non dédiés à l'administration, de moyens ou flux non dédiés ou protégés pour l'administration

Conformément aux bonnes pratiques, les méthodes d'évaluation et les incertitudes doivent être précisées.

L'HOMOLOGATION DE SÉCURITÉ

en neuf étapes simples



MAÎTRISER LES RISQUES

Introduction à l'homologation

L'homologation est une décision formelle prise par l'opérateur qui atteste que les risques liés à l'exploitation d'un SI sont acceptables. Ce processus vise à informer et responsabiliser dans le but d'une prise de décision.

Le processus d'homologation doit définir :

- ❖ Le référentiel réglementaire objet de cette homologation
- ❖ Le périmètre d'homologation (éléments fonctionnels, techniques, physiques)
- ❖ Les acteurs, leurs responsabilités et l'organisation
- ❖ La liste détaillée des livrables (contenu, date de disponibilité, responsable)
- ❖ Le processus d'homologation (dépendances de produits ou prestations qualifiées, audit nécessaire)
- ❖ Le planning prévisionnel

L'homologation LPM

Elle a une durée de validité de 5 ans ou dépend de l'évolution du système.

L'homologation LPM requiert:

- ❖ Une analyse de risques et les objectifs de sécurité du SIIV
- ❖ Les mesures de sécurité appliquées
- ❖ Les rapports d'audit
 - L'objectif est de vérifier l'application et l'efficacité des des mesures de sécurité du SIIV et notamment les règles de l'arrêté applicable, évaluer le niveau de sécurité SIIV au regard des menaces et vulnérabilités connues.
 - Il comporte audit d'architecture, audit de configuration et audit organisationnel et physique et est réalisé selon les règles du référentiel PASSI (réalisé en interne ou par un prestataire qualifié).
- ❖ Les risques résiduels.